

Dialogue politique

# Jocktane et Mayila veulent enfariner le peuple

Par Arthur Page

« L'homme d'église »  
Mike Jocktane et «  
l'homme de bwiti »

Louis Gaston Mayila viennent de saisir la main tendue du chef de la junte pour aller dialoguer avec lui. Malgré les nombreux morts, les nombreux blessés, les personnes incarcérées sans raison et bien sûr le vol éhonté de l'élection présidentielle par BOA. Jocktane (l'église) et Mayila (le bwiti) ont enjoint à leurs « membres » les plus « emblématiques » d'enjamber tous ces cadavres pour aller dîner à la table de « l'homme du diable » BOA. Il est vrai que Mgr Mike Jocktane ne fait que suivre la voie tracée par son « collègue », l'archevêque de Libreville, Mgr Basile Mvé Engone, qui a tout fait pour que les neuf « s... » de la Cour constitutionnelle viennent « remercier » Dieu, dans « sa » cathédrale, pour leur avoir conseillé de triquer les élections. Quant à « l'homme du bwiti », c'est Robert Bourgi qui en parle le mieux dans l'interview qu'il a accordée à « Echos du Nord » (lire pages 4 et 5) : « C'est une voiture à plusieurs volants et à plusieurs directions. » Il n'a fait qu'actionner le volant et la direction qui le conduisent à la table de BOA. Après avoir un temps utilisé celui qui l'a emmené dans le sillage de Jean Ping dans toute la Ngounié



profonde, pour appeler les Gabonais à sanctionner BOA.

Les raisons invoquées officiellement par Jocktane et Mayila pour aller à la soupe sont pathétiques. Ils mettent en avant, l'un et l'autre, « l'impasse » dans laquelle se trouve le Gabon. En accusant à mots à peine couverts Jean Ping d'en être « le responsable ». En matière d'auto-flagellation, on ne fait guère mieux.

Mike Jocktane affirme sur sa page facebook : « A ceux qui pensent que le moment n'est pas venu, sous prétexte que des familles n'ont pas encore fini d'enterrer et de pleurer leurs morts, je me permets de leur rapeler cette sagesse africaine qui enseigne que « c'est pendant que le sang coule qu'on règle la palabre ». Autrement dit, c'est pen-

dant qu'il cherche à équilibrer son pouvoir que l'opposition peut obtenir d'Ali Bongo le maximum de réformes indispensables au système démocratique. Entre autres : le retour aux élections à deux tours, le redécoupage électoral, la mise à plat de toutes les institutions impliquées dans l'organisation des élections dans notre pays, l'audit et la biométrisation totale de la liste électorale, la redéfinition des libertés publiques, etc. ». Ce qui veut dire qu'il reconnaît qu'il va à ce dialogue en position de faiblesse. Puisqu'il veut saisir l'émotion réelle des familles, victimes de la barbarie de la junte, pour « essayer d'adoucir le cœur de BOA en vue d'obtenir de lui « quelque chose ». Par ces propos, Mike Jocktane jette un discrédit



sur le but réel du dialogue, qui n'est pas de régler la crise politique, mais d'obtenir de BOA « quelques miettes », tout en lui laissant la maîtrise du jeu.

Quant à Louis Gaston Mayila, après s'être accusé d'être l'un des responsables des massacres, interpelle ceux qui ont d'autres solutions à s'exprimer. Pour « pour sortir le Gabon de l'impasse, de l'ornière du chaos où nous l'avons tous plongé, nous sommes preneurs ». Avant d'indiquer les conditions requises pour ce dialogue que soit organisé par la junte. « S'il n'y a pas la présence des facilitateurs précités, il n'y a pas dialogue. S'il n'y a pas

présence de toute l'opposition républicaine et responsable, il n'y a pas dialogue. S'il n'y a pas de dialogue proposé, organisé par les tenants du pouvoir qui doivent en faciliter l'organisation et garantir la force des actes qui en sortiront, il n'y a pas dialogue. » A aucun moment, cet avocat (du diable ?) ne met en avant le rétablissement de la volonté populaire comme condition à ce dialogue. Tout comme Jocktane, il laisse la junte maître du jeu. Libre à elle de « donner quelques cacahouètes » au peuple.

Le pari de ces deux franc-tireurs est tout simplement absurde. Un dialogue avec le chef de la junte crée un dangereux précédent. C'est la légitimation dans le corpus juridique du Gabon des coups d'État comme mode d'accès au pouvoir. Rien n'empêcherait un autre putschiste, plus tard, de réunir, comme BOA, une force militaire et se proclamer vainqueur des élections. Puis par la suite inviter le vrai vainqueur à un dialogue politique.

Ce pari est également très risqué, car il s'agit d'engager l'avenir du Gabon sur la foi en un homme, BOA, qui n'a jamais cessé de mentir. A peine a-t-il promis le poste de vice-président à

René Ndemezo'o Obiang qu'il s'empresse de faire la même offre « derrière le dos de René » à Guy Nzouba Ndama. Après avoir massacré son peuple, il ne reconnaîtra que trois morts, alors que toutes les morgues de Libreville regorgeaient de plusieurs dizaines de morts par balle. A-t-il suspendu l'accès à internet dans son pays qu'il va déclarer sur une chaîne de télévision internationale que cette rupture de ce service était liée aux nombreux téléphones dont disposent les Gabonais. Comment peut-on négocier avec un tel homme ? Comment peut-on croire un seul instant que cet homme, qui s'est imposé par la force grâce à des institutions aux ordres, va s'engager dans un processus qui lui imposerait le démantèlement des dites institutions avec, in fine, la perte de son pouvoir ? C'est une blague à laquelle le duo ne croit pas lui-même. Ce qu'il recherche, c'est de retrouver leurs places au soleil perdues. Le chef de la junte est prêt à leur donner des strapontins s'ils parviennent à permettre le rétablissement de sa crédibilité internationale perdue à jamais. Dire autre chose revient à prendre le peuple pour une bande d'idiots.

Crise postélectorale

Les Etats-Unis d'Amérique ont-ils